



Conseil Fédéral du Développement Durable

Avis sur le projet de cadre de référence en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises en Belgique

- Demandé par la secrétaire d'Etat Els Van Weert
- Approuvé par l'Assemblée Générale du 24 février 2006
- Préparé par le groupe de travail **Stratégies pour le développement durable, en collaboration avec le groupe de travail Normes de Produits**
- La langue originale du présent avis est le néerlandais.

Contexte de l'avis

- [a] L'importance de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) et de l'Investissement Socialement Responsable (ISR) est aujourd'hui universellement reconnue. Partout dans le monde, la RSE et l'ISR suscitent une dynamique grandissante et de plus en plus d'initiatives sont prises, essentiellement par les entreprises elles-mêmes. Les entreprises citent les raisons suivantes pour lesquelles elles considèrent la RSE comme importante: innovation, gestion des risques, motivation des travailleurs, accès aux capitaux, réputation et notoriété de la marque.¹ De plus, elles s'associent (CSR Europe, Business and Society, etc.) avec la volonté de stimuler l'entreprise durable.
- [b] La dynamique croissante et l'importance de la RSE ressortent également des initiatives menées par les pouvoirs publics et des institutions comme la Commission Européenne. En 2001 celle-ci a publié un Livre Vert visant à promouvoir la responsabilité sociétale des entreprises. L'année suivante, une Communication à propos de la RSE suivait, dans laquelle il y avait la proposition d'élaborer une stratégie européenne en matière de RSE.
- [c] Cette Communication a prévu entre autres la création d'un Forum des parties prenantes (*Multistakeholder Forum*, MSF) sur la RSE. Quatre tables rondes ont été organisées dans ce cadre, dont le rapport est paru le 29 juin 2004. Trois recommandations y sont formulées: (1) accroître la sensibilisation à la RSE et la connaissance de celle-ci (2) développer des capacités et compétences pour une diffusion plus large de la RSE; (3) fournir un climat favorable et un environnement favorable pour la RSE.
- [d] Au niveau belge, partant de la même idée et à l'instar de ce MSF européen, un processus similaire a été lancé dans les Régions et au niveau fédéral, à l'initiative de la Secrétaire d'Etat au Développement Durable, Els Van Weert. La Secrétaire d'Etat entendait, de cette manière, soumettre les questions essentielles émanant des débats européens à l'appréciation d'organisations, d'experts et des pouvoirs publics du pays. De plus, le Plan Fédéral de Développement Durable 2004-2008 (action 31) prévoit l'élaboration d'un cadre pour la RSE.
- [e] C'est donc dans ce contexte que se situe le texte-cadre, qui a été élaboré par un groupe de travail au sein de la CIDD et qui est soumis pour avis aux groupes sociétaux belges. Un tel cadre est actuellement élaboré dans plusieurs pays de l'UE. Conjointement avec les initiatives prises dans d'autres pays, ce texte-cadre belge peut donc à terme contribuer à l'élaboration d'un authentique cadre européen.

¹ KPMG International Survey of Corporate Responsibility Reporting 2005.



Résumé

- [A] Le CFDD pense que la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) peut contribuer, dans une large mesure, à un développement durable de notre société. C'est pourquoi, le conseil apprécie le fait que les pouvoirs publics proposent un cadre de référence sur ce plan. Ce cadre peut en effet inciter les entreprises à participer à l'approche RSE et à promouvoir la transparence du processus.
- [B] Le CFDD trouve, en général, que le cadre de référence est un texte bien rédigé et souscrit à la terminologie et la définition utilisées dans le document. Le conseil souligne ici que la RSE émane d'un engagement volontaire des entreprises. Ensuite, le conseil demande que l'on prête une attention spéciale à la situation spécifique des PME en matière de RSE et indique que d'autres organisations civiles assument une responsabilité sociétale.
- [C] Une partie importante du processus consiste en le dialogue avec les parties prenantes de l'entreprise sur des questions RSE. Ce dialogue ne remplace bien sûr pas la concertation sociale traditionnelle. Cependant, ce qu'elle ne contient pas et qui a un impact social plus large peut conduire à un dialogue avec les parties prenantes intéressées.
- [D] Le CFDD souligne le devoir des pouvoirs publics de stimuler, faciliter la RSE et d'apporter des informations sur la problématique. L'important consiste ici à promouvoir les différents instruments qui existent déjà et à citer de "bons exemples" qui peuvent stimuler d'autres entreprises. A la lumière de ceux-ci, le CFDD plaide pour étendre au niveau national l'initiative flamande visant la création d'un centre de connaissances (digital) pour la RSE.
- [E] L'engagement RSE d'entreprises va plus loin que le respect de la législation existante mais ne peut s'y substituer. Le CFDD est d'avis que la première tâche des pouvoirs publics consiste à prévoir une société bien organisée où l'on respecte à la fois l'entreprise, le tissu social et l'environnement et où ce respect est fixé dans des règles et lois claires que l'on fait également respecter correctement.
- [F] Divers instruments en matière de compte-rendu sur les pratiques RSE donnent aux entreprises la possibilité de déclarer de quelle manière et dans quelle mesure elles vont plus loin que ce que prescrit le cadre légal. Le CFDD demande que les entreprises, en concertation avec les différentes parties prenantes, offrent des garanties de qualité, dans leur choix d'instruments, en matière de suivi et d'évaluation des engagements pris de leur plein gré, de transparence et d'organisation d'un dialogue de parties prenantes. La RSE ne peut en effet être réduite à une affaire d'image ou de relations publiques.
- [G] Le CFDD est conscient que le processus RSE peut impliquer un coût pour les entreprises. Ces coûts peuvent être de nature organisationnelle et administrative ou être liés au prix parfois plus élevé des produits durables par rapport à des produits et services non-durables. A ce genre de coûts s'opposent des profits au niveau de l'image d'entreprise mais les pouvoirs publics peuvent également contribuer à ce que le coût n'entrave pas le choix d'une approche RSE.
- [H] Le texte du cadre de référence stipule à juste titre que la RSE a une dimension internationale importante, vu le caractère global de nos économies. La Belgique a souscrit sur ce plan à un certain nombre de normes internationales (OIT, NU, OCDE) et il est important de stimuler les entreprises à respecter elles-mêmes ces normes et à faire participer à ce processus leurs fournisseurs dans les pays tiers. Le CFDD plaide pour que l'on insiste, au niveau mondial, sur une politique active à l'égard de la RSE et pour que le respect des principes directeurs de l'OCDE destinés aux entreprises multinationales soit assuré.
- [I] Le CFDD souligne également le rôle des actionnaires et investisseurs au sein d'entreprises cotées en bourse, en matière de RSE. Les pouvoirs publics ont plusieurs possibilités pour promouvoir l'investissement socialement responsable.



Contenu de l'avis

L'importance d'un cadre

- [1] Le concept de RSE est né de la dynamique des échanges entre le monde des entreprises et la société. Le CFDD est d'avis que ce concept peut profiter à la société grâce à la promotion du développement durable. Partout dans le monde, une dynamique croissante se développe autour de la RSE. Les acteurs reconnaissent par ce fait l'importance de la RSE et du développement durable et la nécessité de mener plus d'efforts en ce domaine.² De nombreuses initiatives (privées) sont par conséquent prises dans le monde et à l'échelon national (le *Global Impact* des Nations Unies, CSR Europe, *Business and Society*, KAURI, etc.) et des instruments sont élaborés pour la RSE (les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises, l'initiative de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) en matière d'indicateurs de durabilité pour les entreprises, le guide de l'UNIZO en matière de RSE, la récente publication VOKA KAURI pour les PME, etc.).
- [2] Le CFDD est d'avis que les pratiques, mesures et instruments de RSE doivent être transparents et basés sur des critères ou valeurs de référence clairs et vérifiables. Ceux-ci seront aussi plus efficaces s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un effort général de toutes les parties concernées tendant à la réalisation d'objectifs communs. Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle important par la mise en place d'un cadre d'action, qui contribue à plus de transparence, et donc à davantage de crédibilité au concept RSE.
- [3] Le Conseil accueille positivement cette proposition de cadre au niveau belge. Il est d'avis que le texte-cadre est, de manière générale, bien élaboré et prête attention aux différents aspects de la RSE (terminologie, application, garanties de qualité). En ce sens, le document forme un bon point de départ pour une discussion ultérieure au sein de la société belge et constitue une contribution utile pour aboutir à une vision, un usage linguistique et une définition univoques. Le conseil peut également se retrouver dans le choix de la terminologie (en français et en néerlandais).
- [4] Le Conseil souscrit à la définition du projet de cadre de référence, selon laquelle la RSE est un processus permanent d'amélioration dans le cadre duquel les entreprises intègrent de manière volontaire, systématique et cohérente des considérations d'ordre social, environnemental et économique dans la gestion globale de l'entreprise ; à cet égard, la concertation avec les parties prenantes de l'entreprise fait partie intégrante du processus. Le conseil souligne bien que la RSE émane d'un engagement volontaire des entreprises et ne peut conduire à un carcan trop strict pour les entreprises.
- [5] Le CFDD demande que soit éclairci le rapport entre la RSE et l'Economie Sociale. Ce secteur présente en effet dans ses missions une série d'objectifs analogues, comme formulé dans ce projet de cadre de référence.

Groupe cible

- [6] La RSE touche en premier lieu les entreprises, et l'on pense souvent spontanément aux grandes entreprises. Mais la RSE vise tout autant les PME. Celles-ci possèdent souvent une grande flexibilité pour réaliser la RSE mais connaissent aussi un certain nombre de difficultés spécifiques à ce propos (charge administrative, etc.). Il existe pourtant un certain nombre d'instruments pour les PME (tels que le guide de l'UNIZO en matière de RSE) qui peuvent servir de fil conducteur pour l'élaboration d'une politique RSE.
- [7] Le CFDD souligne qu'aussi d'autres organisations sociétales, comme les syndicats et les ONG, ainsi que les pouvoirs publics eux-mêmes assument une responsabilité sociétale en matière de transparence et de respect des normes sociales et environnementales. Comme le texte cadre l'affirme, un comportement socialement responsable de ces parties prenantes augmente leur crédibilité dans leur dialogue avec les entreprises
- [8] Un processus de mise en œuvre d'initiatives relatives à la RSE nécessite en effet l'engagement non seulement de l'entreprise mais de toutes les parties concernées tout au long de ce processus.

² Voir l'enquête sur la base sociétale du développement durable 2005.



Toutes les parties doivent, en outre, apporter des contributions responsables, constructives et doivent travailler de bonne foi à la réussite des actions.

L'importance d'un dialogue avec les parties prenantes

- [9] Le texte-cadre souligne, à juste titre, l'importance d'un dialogue avec les parties prenantes lors de l'intégration de considérations économiques, sociales et environnementales dans la gestion des entreprises. Lors de l'organisation d'un tel dialogue des parties prenantes, il faut tenir compte de la taille et des spécificités des entreprises. Il est important de valoriser les structures existantes.
- [10] Le CFDD est d'accord pour dire que l'organisation d'un dialogue plus large avec les parties prenantes ne peut remplacer la concertation sociale traditionnelle. La concertation sociale traditionnelle (entreprises – syndicats) doit conserver sa totale compétence. Ce qu'elle ne contient pas et qui a un impact socialement plus large peut conduire à un dialogue avec les parties prenantes intéressées. L'organisation d'un tel dialogue ne peut pas non plus être utilisée pour opposer les intérêts divergents des parties prenantes, par la création de nouveaux forums.
- [11] Les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle de soutien dans l'organisation de ce dialogue avec les parties prenantes. Par exemple dans le cadre du point 3 central "Stimuler l'entreprise" du FSE (Fonds Social Européen). Le FSE prévoit le financement de projets qui mettent sur pied des actions, au niveau des entreprises, autour du mainstreaming des instruments de RSE, sous la forme de Réseaux d'Apprentissage. Au sein d'un Réseau d'Apprentissage, il faut qu'il y ait de la place pour un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes impliquées dans un thème déterminé. Il existe d'ores et déjà une collaboration entre la Communauté Flamande – Administration Emploi – et le FSE pour la mise à disposition de moyens visant à stimuler le mainstreaming d'instruments et de méthodes concernant la RSE.

Rôle de l'autorité fédérale

Stimuler, faciliter et sensibiliser

- [12] Le développement de la RSE ne doit pas conduire à introduire une confusion quant aux rôles respectifs des entreprises et des pouvoirs publics dans ces matières. Les pouvoirs publics ont la mission de stimuler et de faciliter la RSE. Pour ce faire, ils doivent veiller à ce que les mesures soient facilement applicables. Le Conseil demande de faire usage en premier lieu des instruments existants, de consulter les différentes parties prenantes et de tenir compte de la taille des entreprises.
- [13] Pour stimuler la RSE, il est important de mettre en avant de bons exemples. Des initiatives émanant d'entreprises, des pouvoirs publics ou d'autres organisations sociétales peuvent effectivement avoir un effet stimulant. L'importance et les avantages de la RSE peuvent être démontrés à l'aide de ces *bonnes pratiques*. Il s'agit, en substance, de porter à la connaissance des entreprises les différents instruments qui sont à leur disposition pour mener des initiatives liées à la RSE, le mieux adaptés à leurs propres besoins et moyens, tels que les codes de conduite, les normes de management, le rapportage, les indicateurs utilisables par les entreprises, l'audit social, les labels, l'amélioration des conditions de travail, l'amélioration de l'environnement ou encore les investissements et placements en RSE.
- [14] C'est pourquoi l'initiative flamande pour le développement d'un Centre de Connaissances Digital (site internet) est certainement à suivre au niveau national. Ce centre flamand de connaissance stimule et informe les entreprises dans leur démarche pour adopter la RSE, en leur apportant des exemples pratiques, des instruments et des consultants. En plus de ces fonctions, un tel centre de connaissance devrait pouvoir mener des recherches, fournir des renseignements, publier le rapportage sociétal des entreprises et organisations et promouvoir la RSE à travers des projets tests. Ce projet peut se bâtir avec la contribution active et l'implication de toutes les parties prenantes. Il importe toutefois de s'en tenir à un seul site national pour garder une vue d'ensemble. Le CFDD plaide en faveur de la coordination, de la collaboration et du dialogue entre les différents niveaux administratifs en Belgique.
- [15] Il convient en particulier de veiller à ne pas exclure les efforts réalisés par les entreprises pour maintenir en l'état leurs bonnes pratiques qui vont au-delà des exigences légales en matière sociale, environnementale et économique. Il faut d'abord partir des instruments existants. Le CFDD



fait ici, entre autres, référence au Label Social et au Label européen de l'Environnement. Ces deux labels connaissent jusqu'à présent un succès mitigé. C'est pourquoi, les autorités ont décidé d'avancer dans la simplification de l'accès à ces labels.³

- [16] Le conseil souligne également le rôle des pouvoirs publics en matière d'information et d'éducation. Ainsi, dans le cadre de l'enseignement et de la formation des jeunes, en l'occurrence dans les formations de management, la RSE peut être reprise dans les compétences terminales.

Garanties de qualité

- [17] Les entreprises font elles-mêmes souvent volontairement usage des instruments de RSE (rapport RSE, rapports annuels, chartes...), ce qui montre de quelle manière et dans quelle mesure elles vont plus loin que ce que le cadre légal leur prescrit. Le Conseil insiste dès lors sur le fait que le terme volontaire implique le respect des engagements souscrits, dès lors que les parties ont défini ensemble un objectif à atteindre, le contexte spécifique de cet objectif, les modalités pour l'atteindre et ont prévu d'en valoriser les effets. La RSE ne peut effectivement pas être qu'une question d'image ou de relations publiques.
- [18] Il ne s'agit pas cependant de créer des règles contraignantes qui limiteraient la RSE à un carcan incompatible avec sa philosophie même et rendrait impossible toute recherche de flexibilité et d'innovation dans le chef des entreprises intéressées. Dans cet esprit, la définition de cadres de références, incluant le cas échéant des mesures de suivi et d'évaluation à l'aide par exemple d'indicateurs, mis en place dans le dialogue avec les parties intéressées et associées au processus, se révélerait utile à toutes ces parties sans porter atteinte au caractère volontaire initial.
- [19] Le Conseil pense que la meilleure façon d'y arriver est de garantir que les entreprises qui disent travailler de manière socialement responsable offrent, lors du choix de leurs instruments, des garanties de qualité au niveau du suivi et de l'évaluation d'engagements pris volontairement, la transparence et l'organisation d'un dialogue avec les parties prenantes. Une garantie de qualité est ainsi assurée et les entreprises sont stimulées à agir de manière socialement responsable. Elles disposent ainsi d'une référence claire à laquelle elles peuvent confronter leurs efforts en matière de RSE.

Coût et profits de la RSE

- [20] La RSE peut en effet apporter aux entreprises autant des avantages (réputation, reconnaissance de la marque, limitation des risques...) que des coûts (charges administratives, coût de suivi et de contrôle...). Le CFDD est d'avis qu'il faut éviter que se crée un handicap concurrentiel pour les entreprises, du fait des coûts induits par l'organisation d'un contrôle indépendant, par les charges administratives éventuelles ou par l'organisation du dialogue entre parties prenantes. De tels coûts venant de l'élaboration et du suivi d'instruments, légalement réglementés, peuvent être pris en charge en partie par les pouvoirs publics, pour autant que les groupes cibles concernés disposent de moyens insuffisants pour pratiquer la RSE.
- [21] Parallèlement à ces coûts de nature administrative et organisationnelle, la RSE peut entraîner d'autres coûts pour les entreprises. Les entreprises tout comme les consommateurs paient, généralement, un prix plus élevé pour les produits et services durables que pour les non-durables. Le prix majoré du bois produit durablement et d'autres produits à label social ou environnemental en est un exemple. Pareils coûts peuvent être compensés par les bénéfices engendrés au niveau de la réputation et de l'image de l'entreprise. Mais il est important que les pouvoirs publics assument ici aussi leur responsabilité. Ils disposent, en effet, des instruments politiques pour aboutir à une meilleure internalisation des coûts externes et pour stimuler des produits et services durables. Le CFDD renvoie, dans ce contexte, à ses précédents avis dans lesquels cette

³ Cf. la note politique Economie Sociale et Développement Durable de Madame Els Van Weert. Il y est stipulé que la secrétaire d'état et son collègue de l'environnement oeuvreront à l'instauration d'une fonction de guichet unique pour l'industrie, la distribution et les consommateurs. Les deux labels peuvent être demandés par le biais d'une procédure administrative simplifiée. Au niveau européen, on militera pour l'intégration des labels existants et le développement d'un seul label en rapport avec le cycle de vie global (social, écologique et économique). En attendant, les labels légaux existants seront favorisés: les labels écologiques, le label pour la production socialement responsable, les labels du commerce équitable, le label FSC, etc. Enfin, on prendra également des mesures afin de définir un cadre clair, compréhensible et transparent pour l'utilisation de labels, logos et pictogrammes dans la publicité ou sur des produits et services.



problématique a été abordée, tels que l'avis sur l'avant-projet de deuxième plan fédéral de développement durable⁴.

Les pouvoirs publics en tant que consommateurs

[22] La propre politique d'achat de produits des pouvoirs publics peut créer un marché considérable pour les entreprises qui entreprennent de manière socialement responsable. C'est la raison pour laquelle il est important que les pouvoirs publics emploient un cadre de référence RSE lorsqu'ils dépensent leurs propres fonds. Actuellement, il existe déjà plusieurs initiatives en Belgique. Le Gouvernement Fédéral a récemment promulgué une circulaire pour la politique d'achat fédérale de bois exploité durablement.

Les pouvoirs publics en tant que législateur et régulateur

[23] La première tâche des pouvoirs publics consiste à fournir une société bien organisée où l'on respecte à la fois l'entreprise, le tissu social et l'environnement et où ce respect est consigné dans des règles et lois claires que l'on fait également respecter correctement.

[24] Le CFDD souligne que *respecter la législation existante*, au pied et à la lettre, est une condition indispensable mais pas suffisante pour la RSE. La RSE est un engagement volontaire d'entreprises qui, sur divers plans, va plus loin que ce qui est établi sur le plan économique, social et environnemental dans l'actuel cadre légal. D'autre part, il est un fait, comme mentionné par le texte-cadre, que la RSE ne peut se substituer à une législation et normalisation lorsqu'une régularisation est requise. Autrement dit, la RSE ne peut ni remplacer, ni affaiblir, ni ralentir le rôle des pouvoirs publics en tant que régulateurs.

[25] RSE est, en effet, une démarche dépassant les obligations sociales et environnementales des entreprises éventuellement lancée par des initiatives interprofessionnelles ou sectorielles, qui ne consiste pas en une alternative à la législation ou au dialogue social mais a pour souci de les dépasser dans un processus dynamique de progrès global.

[26] Les pouvoirs publics doivent donc continuer à remplir leur rôle de législateur et ont pour mission de combattre les déraillements, ce qui implique en outre qu'ils doivent contrôler si les entreprises respectent la législation économique, sociale et environnementale. D'autre part, l'appel lancé aux entreprises pour améliorer le bien-être social et environnemental ne doit pas non plus conduire à une forme de dérive qui consisterait à faire peser systématiquement sur les entreprises des charges qui incombent en premier lieu aux pouvoirs publics. En d'autres termes, les pratiques en vigueur dans de nombreuses entreprises consistant à prendre en charge certains besoins sociaux, comme par exemple en matière de mobilité ou de garde d'enfants, ne doivent pas occulter, selon les Conseils, le fait qu'il s'agit là de missions et de politiques devant par priorité être assumées par la collectivité dans son ensemble et non pas par les seules entreprises.

Dimension internationale

[27] Les entreprises ont une responsabilité sociétale aussi au niveau international, comme mentionné dans le projet de texte cadre. Des normes internationales évidentes auxquelles la Belgique a souscrit (droits de l'homme, normes OIT ...) existent mais de nombreux pays présentent une zone grise dans l'application de celles-ci. Dans le contexte actuel d'accentuation de la mondialisation de l'économie, un certain nombre de problèmes touchant au respect des droits de l'homme dans la

⁴ Avis sur l'avant-projet de plan fédéral de développement durable 2004-2008, [163], basé sur l'avis du CCE sur le plan directeur produits (lignes directrices), 10 juillet 2002, p 7 et sur le memorandum du CFDD au nouveau gouvernement fédéral du 20 mai 2003, [35] point 4.

A ce propos, le CFDD est "conscient du rôle que joue le mécanisme des prix. Du point de vue de la théorie économique, le Conseil est partisan de l'idée d'internalisation des coûts externes, Dès lors, le Conseil préconise que ... l'on procède à une analyse qui permette de baliser les principales phases du cycle de vie d'un produit et de mettre au point des mesures visant à mieux incorporer les coûts externes dans le prix de nouveaux produits. En effet, le Conseil estime qu'il importe de créer une base scientifique fiable. Semblable base permettrait d'objectiver la discussion sur une stratégie générale à déterminer. De même, elle faciliterait le choix entre les différents instruments économiques, juridiques, techniques, sociaux et environnementaux disponibles. ...

De plus, le CFDD trouve important que les instruments constituent un ensemble cohérent et ne puissent donc être contradictoires. Certains incitants économiques existants, qui ont été introduits à partir d'objectifs politiques bien déterminés, ne se situent pas encore dans la ligne des objectifs du développement durable. Dans ces cas, il faut rechercher s'ils peuvent être utilisés davantage dans la ligne du développement durable.

D'autres instruments supplémentaires doivent être prévus afin d'éviter des effets sociaux négatifs, par exemple l'utilisation d'une tarification progressive



sphère du travail, comme par exemple le travail des enfants, le travail forcé ou encore les pratiques discriminatoires, se posent de manière bien plus aiguë dans les pays tiers à l'Union européenne qu'au sein même des Etats membres. Le dialogue avec les acteurs sur le terrain est ici très important.

- [28] Le concept d'approche Cycle de Vie est un aspect important de la RSE qui est également cité dans le cadre de référence. Des fournisseurs ou des sous-traitants peuvent ainsi être incités à agir de manière socialement responsable. Le Conseil estime qu'il pourrait être particulièrement utile de développer, promouvoir et faire connaître les moyens concrets à la disposition des entreprises pour s'assurer que leurs fournisseurs ressortissants de pays tiers respectent bien les règles internationales en matière économique, sociale et environnementale. Les entreprises pourraient rédiger, par exemple, un code de conduite à l'attention de ces groupes cibles.
- [29] Le CFDD estime que les pouvoirs publics doivent insister, à l'échelle mondiale (notamment au sein des Nations Unies, du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OMC, etc.) pour que soit menée une politique active à l'égard de la RSE. Les entreprises opérant à l'échelon international doivent être stimulées et encouragées à respecter les droits du travail, les droits de l'homme et les normes environnementales mondialement acceptées. Le conseil fait notamment référence aux normes de la sous-commission des Nations Unies protégeant et promouvant les droits de l'homme, destinées aux entreprises multinationales. Il est d'une importance cruciale de faire participer activement les gouvernements et les organisations sociétales des pays en développement à la discussion sur l'élaboration d'une politique d'encouragement en matière de RSE. Il importe également dans ce contexte de continuer à œuvrer, au niveau international, à la bonne gouvernance, à la démocratie et aux droits de l'homme dans tous les pays. Ceci étant, les Conseils insistent pour que la démarche RSE n'amène en aucun cas à réduire le rôle des gouvernements et des organisations internationales telles que l'OIT, où des mécanismes de contrôle ont été prévus pour la surveillance des normes précitées. Ici aussi, le conseil attire l'attention sur le fait que la RSE ne peut remplacer, affaiblir ou ralentir le rôle d'organisme de régulation que doivent remplir les pouvoirs publics.
- [30] Le Conseil relève à cet égard que nombre de pratiques d'entreprises, telles que par exemple l'insertion de clauses relatives au respect des droits de l'homme dans les codes de conduite ou l'application de normes éthiques à la production et/ou l'importation de biens en provenance de pays tiers, constituent en la matière des exemples qui pourraient être utilement valorisés. Les entreprises peuvent signer une charte, une déclaration d'intention, un code de conduite ou un accord cadre. Cette charte est une déclaration des entreprises dans laquelle elles déclarent qu'elles respecteront de leur mieux un certain nombre de traités internationaux en matière de droits de l'homme, de droits environnementaux, etc. (par exemple, les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales).⁵
- [31] Le conseil trouve de plus que la RSE implique aussi que les pouvoirs publics eux-mêmes utilisent le développement durable comme cadre de référence lorsqu'ils prévoient un soutien pour des investissements à l'étranger.
- [32] Il existe un Point de Contact National⁶, créé dans le cadre des principes directeurs de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales. Le Conseil insiste pour que partout dans le monde, les points de

⁵ Par exemple aux Pays-Bas. Depuis 2002, les autorités appliquent un certain nombre de conditions sur le plan de la RSE, lors de l'évaluation de demandes de facilités d'exportation, d'investissement et de collaboration. Lors de cette évaluation, on s'attache le plus possible aux normes en vigueur au niveau international, telles que celles fixées dans les Principes Directeurs de l'OCDE à l'intention des Entreprises Multinationales pour la réalisation d'affaires à l'étranger. Une des conditions RSE requises est que l'entreprise déposant une demande de facilité d'exportation, d'investissement ou de collaboration doit signer une déclaration d'effort à l'égard des Principes Directeurs de l'OCDE. Cela signifie que l'entreprise s'engage à appliquer de son mieux les Principes Directeurs de l'OCDE à l'intention des Entreprises Multinationales dans l'entreprise. D'autres conditions RSE sont en outre établies. Il peut s'agir de conditions à l'égard de la corruption, d'aspects environnementaux ou de normes de travail social. Le Canada fonctionne lui aussi avec une telle déclaration d'intention.

⁶ Le Point de Contact National est un organe interdépartemental placé sous la présidence du Ministère des Affaires économiques. Il s'agit d'un organe tripartite composé de représentants de différents services publics, de représentants des syndicats et des fédérations d'entreprises. Le Point de Contact National joue le rôle de plate-forme pour les Principes Directeurs de l'OCDE. Il offre la possibilité aux autorités, entreprises, syndicats et autres organisations civiles de traiter de sujets concernant l'investissement à l'étranger. Le Point de Contact est en outre chargé de promouvoir les Principes Directeurs au niveau national, de recueillir des informations sur les expériences que rencontre le pays avec les Principes Directeurs, de gérer les demandes de renseignements et de participer à la résolution des problèmes soulevés dans le cadre des Principes Directeurs. Chaque année, un rapport sur le sujet est remis au CIME (Comité d'Investissement international et des entreprises multinationales) de l'OCDE. Enfin, le Point de Contact peut être appelé à effectuer une enquête au niveau national sur la conformité du comportement d'une entreprise multinationale avec les Principes Directeurs de l'OCDE.



contact nationaux ne perdent pas de vue les attentes de la société civile. Comme il s'agit ici de maillons essentiels, ceci menace de saper la crédibilité des directives de l'OCDE. Le CFDD demande que le suivi des directives de l'OCDE soit assuré.

Instruments de RSE: rapportage et transparence

- [33] Plusieurs entreprises prévoient déjà une forme de rapportage volontaire sur la RSE, par exemple dans le cadre d'un rapport annuel. Dans ce rapportage, les entreprises abordent l'engagement pris en matière de RSE et montrent quels sont les points sur lesquels elles travaillent plus que ce qui est déjà prévu dans le cadre légal, au niveau économique, social et environnemental.
- [34] Pour ce qui est de la méthode de rapportage à propos de la RSE, il existe déjà pas mal de fils conducteurs et d'initiatives de toutes parts. Le Conseil fait ici référence à l'initiative de l'Union Wallonne des Entreprises (UWE) à propos de la RSE⁷, au World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) *Accountability – Strategic Challenges for business: the use of CSR codes, standards and frameworks*⁸, ... et à des instruments existants (GRI⁹, SA8000¹⁰, ...). Le CFDD est d'avis que le rapportage doit surtout porter sur l'*activité principale* des entreprises.
- [35] Il est difficile de définir un système de rapportage unique, vu la quantité de méthodes disponibles et la spécificité des acteurs. Il faut éviter que des initiatives RSE ne conduisent à une augmentation du nombre de rapports contraignants. Pour les procédures d'audit, de certification et d'évaluation qui souhaitent travailler avec le cadre de référence en main, des ressources humaines et financières sont en effet nécessaires dont bon nombre de PME, par exemple, ne disposent pas. Certes, des conventions sur des méthodes de rapportage et d'évaluation peuvent être prises au sein des groupes, secteurs... et ceci en dialogue avec les différentes parties.

Investissement socialement responsable

- [36] Le rôle des actionnaires et des investisseurs au sein d'entreprises cotées en bourse en matière de RSE n'est pas à sous-estimer. Ces deux acteurs pensent encore trop souvent au bénéfice à court terme et forcent parfois involontairement les entreprises à agir de manière moins socialement responsable. Il y a, d'autre part, des exemples où des acteurs comme des actionnaires posent des exigences et influencent, à partir de certaines valeurs sociétales, le processus décisionnel des entreprises.
- [37] Il est important d'expliquer clairement en quoi consistent l'Investissement et le Placement Socialement Responsables (ISR) en concertation avec toutes les parties prenantes. L'approche ISR consiste entre autres à se rendre, en tant qu'actionnaire, aux réunions d'actionnaires et à poser des questions sur la teneur en RSE de la stratégie d'entreprise. Afin de préparer ce type d'approche, on peut faire appel à l'expertise qui existe chez BELSIF¹¹.
- [38] Les actionnaires, les investisseurs et les gestionnaires de fonds ...doivent aussi appliquer cette approche de manière cohérente lors de la composition et du suivi d'un portefeuille.
- [39] Selon l'exemple du *Dow Jones Sustainability Index* ou du *Financial Times Sustainability Index*, des listes peuvent être confectionnées, reprenant les entreprises cotées en bourse qui se comportent de manière socialement responsables. Ainsi, les investisseurs ont la possibilité d'investir de manière spécifique dans ces entreprises.
- [40] Les pouvoirs publics peuvent également promouvoir l'ISR à travers la sensibilisation, certaines formes de régulation, et en fournissant des incitants. La *loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* (en abrégé la loi Vandembroucke) contient des règles en matière de transparence pour les fonds de pension. Celles-ci imposent aux gestionnaires de ces fonds le mode de financement des engagements de pension et les modifications structurelles de ce financement.

⁷ http://www.uwe.be/docs/CommuniqueIDD_170605.pdf.

⁸ <http://www.accountability.org.uk/uploadstore/cms/docs/Codes%20%20Standards%20-%20Full%20Report.pdf>.

⁹ <http://www.globalreporting.org/>.

¹⁰ <http://www.sa-intl.org/index.cfm?fuseaction=Page.viewPage&pageId=473>.

¹¹ Le 'Forum Belge pour l'Investissement Durable et Socialement Responsable' est une association sans but lucratif qui veut stimuler, promouvoir et soutenir l'investissement durable et socialement responsable (www.belsif.be).



- [41] Au-delà de cela, les pouvoirs publics peuvent avoir un impact en imposant aussi pour les autres fonds des normes de transparence, mais également en prévoyant des incitants fiscaux pour les ISR et les fonds qui investissent durablement ou éthiquement. Enfin, les pouvoirs publics peuvent fixer des règles pour les fonds qu'ils contrôlent eux-mêmes, en vue du placement socialement responsable de ceux-ci. En Flandre, le Fonds d'Assurance Soins est géré de cette manière.¹²
- [42] Enfin, le CFDD constate que l'offre des institutions financières en matière de fonds ISR (par exemple les épargnes pension, les fonds avec garantie de capital...) est souvent peu variée. Le Conseil demande aussi que l'on accorde de l'attention à ce point dans le groupe de travail spécifique ISR, qui existe au sein de la Commission Interdépartementale de Développement Durable (CIDD).

Remarque finale

- [43] Pour terminer, le CFDD juge positif et important que les pouvoirs publics envisagent de mettre sur pied un plan d'action, en collaboration avec les parties prenantes, dès l'approbation du cadre de référence. Le conseil est disposé à collaborer ici en tant que forum de parties prenantes et si le souhait en est exprimé, à émettre un avis sur ce plan d'action.¹³

¹² L'assurance soins flamande a été lancée le 1er octobre 2001. Elle trouve sa base légale dans le décret du 30 mars 1999 portant organisation de l'assurance soins. L'assurance soins flamande offre aux usagers requérant des soins une couverture complète ou partielle des frais de soins non-médicaux fournis par des structures, des prestataires de soins professionnels ou des intervenants de proximité. Depuis le 1er octobre 2001, l'assurance soins flamande est introduite par phase. Voir <http://www.wvc.vlaanderen.be/zorgverzekering/>.

¹³ Lors de la première AG de 2006, le représentant du Secrétaire d'Etat a annoncé vouloir faire participer le CFDD à la journée du forum sur la RSE qui est organisée en mai 2006.



Annexe 1

Membres de l'assemblée générale ayant voix délibérative qui ont participé au vote sur cet avis

- Les 4 président et vice-présidents:
T. Rombouts, C. Gernay, A. Panneels, R. Verheyen
- Les 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la protection de l'environnement:
V. Kochuyt (Birdlife Belgium), J. Gilissen (Inter-Environnement Bruxelles), G. De Schutter (World Wide Fund for Nature - Belgium), W. Trio (Greenpeace Belgium), J. Turf (Bond Beter Leefmilieu), M. Fourny (Inter-Environnement Wallonie)
- Les 6 représentants des organisations non-gouvernementales pour la coopération au développement:
B. Bode (Broederlijk Delen), G. Fremout (VODO), B. Gloire (Oxfam-Solidarité), L. Langouche (Iles de Paix), J.-M. Swalens (ACODEV), B. Vanden Berghe (11.11.11)
- Les 2 représentant des organisations non-gouvernementales de défense des intérêts des consommateurs:
R. Renaerts (OIVO), C. Rousseau (CRIOC)
- 4 des 6 représentants des organisations des travailleurs:
J. Decrop (Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique), F. Maes (Algemeen Belgisch Vakverbond), *C. Rolin (Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique)*, D. Van Daele (Fédération Générale du Travail de Belgique)
- Les 6 représentants des organisations des employeurs:
A. Nachtergaele (Federatie Voedingsindustrie), C. Ven (Fédération des Entreprises de Belgique), I. Chaput (Fédération des Industries Chimiques de Belgique), M.-L. Semaille (Fédération wallonne de l'agriculture), P. Vanden Abeele (Unie van Zelfstandige Ondernemers), A. Deplae (Union des Classes Moyennes)
- Les 2 représentants des producteurs d'énergie:
H. De Buck (Electrabel), F. Schoonacker (Samenwerkende Vennootschap voor Productie van Elektriciteit-SPE)
- 4 des 6 représentants des milieux scientifiques:
M. Carnol (Université de Liège), J.-P. van Ypersele de Strihou (Université Catholique de Louvain), H. Verschure (KULeuven), E. Zaccai (Université Libre de Bruxelles)

Total: 34 des 38 membres ayant voix délibérative

Remarque: les noms des personnes qui ne sont pas encore nommées en tant que membres du conseil sont notés en italique.



Annexe 2

Réunions de préparation de cet avis

Le groupe de travail *Stratégies pour le développement durable* s'est réuni les 9 et 23 novembre 2005, le 19 décembre 2005, les 9 et 16 janvier 2006 et le 16 février 2006 pour préparer cet avis. Le groupe de travail l'a fait en coopération avec le groupe de travail Normes de Produit.

Participants à la préparation de cet avis

Président et vice-président du groupe de travail

Mme Jacqueline MILLER – vice-présidente

Membres ayant voix délibérative et leurs représentants

Ada JACOBS (ABVV)
Edilma QUINTANA (CNCD)
Marie Laurence SEMAILLE (FWA)
Geert FREMOUT (VODO)
Jehan DECROP (CSC)
Sonja KOHNENMERGEN (FEB)
Jan TURF (BBL)
Han VERLEYEN (11.11.11)
Adriaan MEIRSMAN (OIVO CRIOC)
Piet VANDEN ABEELE (UNIZO)
Wendel TRIO (Greenpeace)
Michèle HUYBRECHS (CSC)
Thérèse SNOY (IEW)
Fre MAES (ABVV)
Frédéric BOUTRY (IEW)

Observateurs/Waarnemers

Christine MATHIEU (SPP Pol. Scient.)

Sprekers/orateurs

Dieter VAN DER BEKE (ICDO, werkgroep MVO)
Brigitte HUDLOT (B&S)
Eric DE KEULENEER (Solvay Business School)

Secretariaat

Jan DE SMEDT
Koen MOERMAN
Pieter DECRUYNAERE